

Sécurité sociale

M. l'Orateur: La mise en délibération d'une motion de ce genre en vertu de l'article 43 du Règlement nécessite le consentement unanime. Y a-t-il consentement unanime?

Des voix: D'accord.

Des voix: Non.

* * *

L'AGRICULTURE

PROPOSITION DE DISCUSSION AVEC LES MINISTRES DES
PROVINCES DES PROBLÈMES DE L'INDUSTRIE AGRICOLE—
RECOURS À L'ARTICLE 43 DU RÈGLEMENT

M. John Wise (Elgin): Monsieur l'Orateur, je prends la parole aux termes de l'article 43 du Règlement au sujet d'une affaire urgente. Étant donné le marasme de l'industrie agricole par suite notamment de la chute des prix du grain et des autres denrées—souvent au-dessous du prix coûtant—de la hausse croissante des facteurs de production agricole, rendue plus sensible encore par les intempéries et l'impéritie du gouvernement, particulièrement manifeste dans le domaine de l'agriculture, comme en témoigne le discours du trône d'avant-hier, je propose, avec l'appui du député de Northumberland-Durham (M. Lawrence):

Que le ministre de l'Agriculture invite immédiatement ses homologues provinciaux à se réunir pour examiner avec lui tous les moyens susceptibles d'atténuer ces graves difficultés, celui notamment qui consisterait à retarder l'échéance des remboursements du capital et des intérêts sur les prêts agricoles dans le cas des agriculteurs qui éprouvent des ennuis avec leurs récoltes par suite des intempéries.

M. l'Orateur: A l'ordre. J'ai formulé hier certaines observations relativement au recours à l'article 43 du Règlement tant que dure le débat sur le discours du trône. Une motion comme celle-ci me semble une invitation à oublier ce débat pour débattre l'Adresse en réponse au discours du trône. J'estime qu'il s'agit en l'occurrence d'un recours abusif à l'article 43 du Règlement.

Des voix: Bravo!

* * *

LA SÉCURITÉ SOCIALE

DEMANDE D'ACCROISSEMENT DES AVANTAGES DES
PROGRAMMES—RECOURS À L'ARTICLE 43 DU RÈGLEMENT

M. Stanley Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Monsieur l'Orateur, en vertu de l'article 43 du Règlement et avec l'appui du député de Timiskaming (M. Peters), je propose:

Que la Chambre accepte l'assurance donnée par le ministre de la Santé nationale et du Bien-être social, à savoir que le ministre des Travaux publics n'exprimait pas la politique du gouvernement lorsqu'il demandait des restrictions à propos des allocations familiales et de la sécurité de la vieillesse, et que cette Chambre demande au gouvernement d'augmenter ces avantages, ainsi que d'autres, dans le but de répartir plus équitablement la richesse globale de notre pays.

M. l'Orateur: Cette motion nécessite le consentement unanime de la Chambre. Y a-t-il consentement unanime?

Des voix: D'accord.

Des voix: Non.

[M. Schellenberger.]

LES ÉLECTIONS

L'OPPORTUNITÉ DE L'APPUI DU CABINET AUX PROMESSES
FAITES DANS CROWFOOT—RECOURS À L'ARTICLE 43 DU
RÈGLEMENT

M. Ken Hurlburt (Lethbridge): Monsieur l'Orateur, je me lève moi aussi en vertu des dispositions de l'article 43 à propos d'une question urgente. Comme en Alberta on promet de gagner un siège pour les libéraux, soit celui du ministre de l'Industrie et du Commerce, je propose, avec l'appui du député de Swift Current-Maple Creek (M. Hamilton):

Que toutes les futures promesses soient entérinées par le cabinet car les gens de Crowfoot ne croient plus aux promesses des libéraux depuis des années.

Des voix: Bravo!

M. l'Orateur: A l'ordre.

QUESTIONS ORALES

[Traduction]

LES RÉFÉRENDUMS

LA NATURE ET LA PORTÉE DE LA MESURE ENVISAGÉE

M. Joe Clark (chef de l'opposition): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au premier ministre qui, peut-être à la surprise de ses collègues, a parlé hier dans son discours à la Chambre d'une question portant sur un référendum ou un plébiscite. Ce qu'il a dit n'était pas clair. Il a parlé d'un plébiscite qui permet d'exprimer une opinion et d'un référendum dont les résultats sont exécutoires sur le plan juridique. Le premier ministre pourrait-il nous dire s'il parle d'un référendum ou d'un plébiscite et ce qu'il propose exactement? Quelle serait la portée générale du projet de loi qu'il se propose de présenter à la Chambre à ce propos?

● (1112)

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Monsieur l'Orateur, nous songeons à un référendum tandis que la province de Québec songe à un plébiscite, pour reprendre la distinction que le chef de l'opposition vient tout juste de faire. Nous pourrions présenter un projet de loi habilitant en ce sens au cours de la présente session si nous étions secondés par les partis d'opposition. Je voudrais qu'un tel projet de loi soit présenté avec la sanction de tous les partis. Je voudrais consulter les chefs des partis d'opposition et, si possible, les premiers ministres provinciaux à propos de ce projet de loi sur le référendum avant que la Chambre n'en soit saisie.

M. Clark: Puisque le premier ministre envisage de consulter les autres partis et les provinces, le gouvernement songe-t-il à présenter un projet de loi habilitant qui porterait sur une seule question ou une mesure globale qui porterait sur de nombreuses questions comme l'avortement, la peine capitale et, pour prendre le ministre de la Défense au mot, peut-être même la conscription? S'agit-il d'une proposition globale de référendum ou porte-t-elle uniquement sur une seule question à l'exclusion de toute autre?